

Réponse du Ministère délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé du tourisme publiée le 19/03/2025

Réponse apportée en séance publique le 18/03/2025

M. le président. La parole est à Mme Nicole Bonnefoy, auteure de la question n° 325, adressée à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Mme Nicole Bonnefoy. Madame la ministre, je souhaite alerter le Gouvernement sur les difficultés actuelles de recouvrement de la taxe d'aménagement (TA), laquelle est indispensable au financement de bon nombre de politiques publiques, notamment départementales et communales, mais également des structures d'expertise en aménagement du territoire telles que les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).

J'avais déjà posé une question, l'année dernière, sur le risque d'effritement de cette ressource fiscale. C'est son recouvrement qui est aujourd'hui en défaut, ce qui remet en cause la viabilité financière de ces services et entités publics. La grande majorité des avis de paiement qui devaient être envoyés aux propriétaires devant s'acquitter de cette taxe ne l'ont pas été depuis plus d'un an, presque deux. Selon les estimations, le manque à gagner pour les finances publiques s'élèverait entre 750 millions et 1 milliard d'euros !

Dans un récent communiqué, les services de Bercy nous informent qu'« il y aura effectivement un décalage sur les versements de taxe d'urbanisme ». Nous apprenons également que, pour les seuls projets d'envergure, c'est-à-dire ceux de plus de 5 000 mètres carrés, des dispositifs d'acompte de TA sont prévus. Or les collectivités, vous le savez, ont besoin dès maintenant de ces ressources ! L'émission des titres et le recouvrement sont deux choses différentes et n'ont pas les mêmes délais, ce qui entraîne des conséquences néfastes pour nos collectivités.

Une première rencontre devait avoir lieu le 13 mars dernier entre la direction générale des finances publiques (DGFIP) et les associations d'élus locaux. Quels ont été les tenants et les aboutissants de cet échange sur les perspectives de cette taxe ?

Au niveau des ressources humaines, le problème demeure entier, avec des formations qui peinent à se tenir et une plateforme « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI) lancée de manière très prématurée.

Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre rapidement pour traiter cette problématique financière ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée.

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme. Madame la sénatrice Nicole Bonnefoy, afin de renforcer les synergies avec les impôts fonciers, la gestion de la taxe d'aménagement a été transférée de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) à la DGFIP, qui en assurait jusqu'alors le seul recouvrement.

Ce transfert s'est accompagné du report de la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement, calée dorénavant sur la réalisation définitive des travaux, ce qui permet d'unifier les obligations déclaratives fiscales en matière foncière et d'urbanisme. L'alignement de la taxation en fonction de la réalité des constructions achevées évite ainsi l'émission de taxes pour des projets in fine abandonnés, qui induisait auparavant une annulation de taxation a posteriori, insatisfaisante pour les usagers concernés comme pour les collectivités qui devaient reverser les sommes indûment perçues.

Un système d'acomptes a également été créé afin de neutraliser les effets pour les ressources des collectivités du décalage de l'exigibilité de la taxe, qui peut apparaître dans le cas des très grands projets, ceux dont la surface créée est supérieure à 5 000 mètres carrés et dont la construction s'étale sur plusieurs années.

Afin d'optimiser les délais de traitement, la liquidation de la taxe d'aménagement s'appuie sur la dématérialisation du processus déclaratif via l'outil GMBI, la création d'un référentiel des délibérations des collectivités locales et l'automatisation du calcul des taxes d'urbanisme. Cependant, des dysfonctionnements opérationnels ont pu être observés à l'ouverture de ces nouveaux services. La mise en place du processus déclaratif dématérialisé a en effet pu susciter des interrogations de la part des usagers et aboutir à des erreurs déclaratives qui ont freiné la liquidation des taxes.

Les redevables sont toutefois bien identifiés par l'administration et les taxes dues seront, bien sûr, encaissées et reversées aux collectivités. À cette fin, la DGFIP a élaboré un plan d'action pour rendre plus lisible le processus déclaratif. Un parcours digital rénové et accessible est ainsi proposé depuis le 3 février 2025.

En parallèle, la DGFIP a sécurisé les éléments déclarés en 2024 pour permettre la taxation de ces dossiers et pour relancer les redevables susceptibles de payer cette taxe qui n'ont pas encore déposé la déclaration attendue.

Enfin, une diminution sensible des montants de TA collectés en 2024 a été constatée. Elle est liée à la **baisse du nombre d'autorisations d'urbanisme de 21,5 % en 2023**, après une baisse de 11 % en 2022. L'assiette taxable a donc, de fait, sensiblement diminué entre 2022 et 2024.

M. le président. La parole est à Mme Nicole Bonnefoy, pour la réplique.

Mme Nicole Bonnefoy. Ce sujet est majeur pour les collectivités. Il est urgent de rectifier cette situation alors même que les risques s'accumulent et que, sur le plan budgétaire, l'État comme les collectivités locales sont exsangues ! Nous n'avons pas besoin de ce désordre supplémentaire qui va, de surcroît, exaspérer la population.

Publiée dans le JO Sénat du 19/03/2025 - page 3931

Réponse du Ministère délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé du tourisme publiée le 12/02/2025

Réponse apportée en séance publique le 11/02/2025

M. le président. La parole est à M. Daniel Fargeot, auteur de la question n° 207, adressée à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Daniel Fargeot. Depuis la réforme de septembre 2022, le reversement du produit de la taxe d'aménagement aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est devenu plus long et imprévisible. Désormais entièrement géré par la direction générale des finances publiques (DGFIP), son calendrier est complexe et l'introduction d'un nouveau fait générateur perturbe les prévisions budgétaires et la gestion de trésorerie des collectivités.

Prenons l'exemple d'un projet immobilier de moins de 5 000 mètres carrés. Le premier paiement intervient 90 jours après l'achèvement des travaux, mais au sens fiscal, c'est-à-dire lorsque le propriétaire déclare le bien habitable, et non plus selon la logique urbanistique d'avant la réforme. Cette déclaration peut intervenir six ans après l'octroi du permis de construire.

Si le montant de la taxe dépasse 1 500 euros, un second paiement intervient six mois plus tard, soit neuf mois après la fin des travaux. Pour les grandes opérations, le versement s'étale sur trois échéances : un acompte de 50 % au neuvième mois, un versement de 35 % au dix-huitième mois et le solde à la fin des travaux.

Ce n'est pas tout : les délais de reversement du produit de la taxe d'aménagement aux collectivités ne sont pas définis. Dans certains cas, il faut attendre jusqu'à six mois entre l'encaissement par l'État et le reversement aux communes. Résultat : des tensions de trésorerie, l'incapacité pour l'ordonnateur à établir un budget primitif sincère, faute de pouvoir anticiper les recettes, et une capacité d'investissement réduite dans des projets structurants.

Avant la réforme, le calendrier était bien plus clair : 50 % de la taxe étaient appelés à douze mois et le solde était versé vingt-quatre mois après l'autorisation d'urbanisme. Aujourd'hui, le nouveau système complique la gestion pour les collectivités, sans même garantir de meilleurs délais.

Madame la ministre, d'autres solutions permettraient-elles de mieux concilier les intérêts des collectivités locales et les impératifs de l'administration centrale ? Un calendrier clair est-il envisageable ? Un retour à l'ancien système, plus lisible et prévisible pour les collectivités, serait-il une option ?

La simplification que nous recherchons tous ne doit pas se faire au détriment de l'efficacité globale. Les collectivités ont besoin de réponses précises, car, à ce rythme, elles risquent d'attendre le versement du produit de la taxe d'aménagement aussi longtemps que dure un mandat municipal.

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée.

Mme Nathalie Delattre, ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme. Monsieur le sénateur Daniel Fargeot, le transfert de la gestion de la taxe d'aménagement à la DGFIP s'est accompagné du report de la date d'exigibilité de celle-ci. Cette date est dorénavant calée sur la réalisation définitive des travaux.

Un système d'acompte a été créé, permettant de neutraliser les effets sur les ressources des collectivités, notamment pour les grands projets dont la construction s'étale sur plusieurs années.

Le décalage de calendrier évite l'émission de taxes pour des projets abandonnés, qui induisaient auparavant une annulation de taxation a posteriori et le reversement des sommes indûment perçues.

Afin d'optimiser les délais, la liquidation de la taxe s'appuie sur la dématérialisation du processus déclaratif, la création d'un référentiel des délibérations des collectivités locales et l'automatisation du calcul des taxes d'urbanisme.

Des dysfonctionnements opérationnels ont pu être observés à l'ouverture de ces services. La dématérialisation a en effet suscité des interrogations de la part des usagers et a abouti à des erreurs, ralentissant ainsi la liquidation des taxes.

Afin d'éviter l'envoi de titres de paiement erronés, la DGFIP a mis en oeuvre un système de vérification préalable, qui freine les envois et les paiements associés.

Un plan d'action pour améliorer la lisibilité du processus déclaratif a donc été élaboré et un parcours rénové est proposé depuis le 3 février dernier. En parallèle, la DGFIP a commencé à sécuriser les déclarations pour 2024 et à relancer les contribuables susceptibles de devoir payer leur taxe alors qu'ils n'ont pas encore rempli leur déclaration.

Bien que le reversement du produit des taxes d'urbanisme soit décalé, les collectivités bénéficieront bien de la recette générée par l'achèvement des constructions.

En 2024, il a été néanmoins constaté une diminution des montants collectés, liée à la baisse du nombre d'autorisations d'urbanisme, à la réduction de l'assiette taxable, aux changements de processus et aux paiements reportés à l'achèvement des travaux.

Enfin, la **DGFiP a rencontré des difficultés de mise en oeuvre en 2025**. Il n'empêche que les redevables sont identifiés et que les taxes dues seront encaissées et reversées aux collectivités.

Publiée dans le JO Sénat du 12/02/2025 - page 2577